

Garantir une éducation équitable et de qualité à tous les niveaux

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

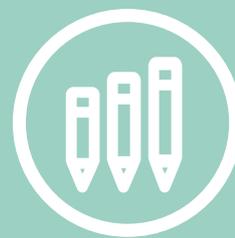
APERÇU

L'investissement dans l'éducation des filles et des femmes est un puissant levier qui profite aux personnes et aux sociétés tout entières en permettant le développement des potentiels d'amélioration de la santé, la nutrition, la justice sociale, la démocratie, les droits humains, l'égalité de genre, la cohésion sociale et la prospérité économique, tant pour les générations actuelles que futures. Ce document d'orientation se penche sur les interventions transversales qui encouragent les filles à poursuivre leur scolarité et promeuvent l'apprentissage tout au long de la vie, notamment par la suppression des frais de scolarité, la fourniture d'installations sanitaires différenciées dans les écoles et la création d'environnements scolaires sûrs et inclusifs.

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

La communauté internationale admet aisément que l'éducation est un élément essentiel à l'autonomisation des filles et des femmes, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté à l'échelle de la planète. Cela était effectivement souligné dans les objectifs de développement du millénaire qui visaient à atteindre la parité entre les sexes, à tous les niveaux d'étude, d'ici à 2015¹. Il est indéniable que des progrès en direction de cet objectif ont été réalisés au cours des dernières décennies. La parité entre les sexes au niveau de l'éducation préscolaire est atteinte dans la majeure partie du monde, exception faite de l'Asie du Sud². Les statistiques mondiales masquent néanmoins les inégalités qui persistent dans de nombreuses parties du monde, où les filles sont bien plus susceptibles d'être déscolarisées. Les filles représentent 53 % des enfants déscolarisé-e-s, une proportion inchangée depuis 2000³. Et alors que les absences peuvent être temporaires, 47 % des filles déscolarisées ne retourneront probablement jamais à l'école, contre 35 % des garçons⁴. Au niveau de l'enseignement primaire, les inégalités entre les sexes persistent dans 37 % des pays, et dans 80 % d'entre eux cette disparité pénalise les filles⁵. Les dures réalités, telles que l'inégalité entre les genres, la pauvreté, les frais de scolarité, l'éloignement des établissements scolaires et l'absence d'installations permettant la prise en charge de l'hygiène menstruelle (PHM) dans les écoles, restreignent l'accès des filles à l'éducation⁶. De plus, leur capacité à poursuivre leur scolarité est menacée par la violence basée sur le genre, le mariage précoce ou forcé et les grossesses non planifiées⁷. En Tanzanie, par exemple, il est interdit depuis juillet 2017 à toute fille qui commence une grossesse de retourner à l'école⁸ – ce genre de politique est un exemple criant du type d'obstacles auxquels les adolescentes doivent faire face pour poursuivre leur scolarité. Les groupes marginalisés, tels que les minorités raciales, ethniques, autochtones, migrantes et linguistiques, les enfants en situation de handicap ou atteint-e-s du VIH, et les enfants dans les zones rurales et les bidonvilles, sont confrontés à des obstacles supplémentaires en termes de qualité de l'éducation⁹. Au croisement de la richesse et du genre, les écarts en matière de niveau d'éducation sont conséquents : les filles les plus pauvres sont généralement les moins bien loties, même en comparaison avec les garçons les plus pauvres¹⁰. De plus, les attitudes patriarcales omniprésentes dans nombre de communautés octroient la priorité du financement à l'éducation des fils, n'accordant qu'un intérêt secondaire à la scolarisation des filles¹¹.

Les défis sont encore plus importants au-delà de l'école primaire, où la parité entre les sexes n'est atteinte que dans quelques pays en développement¹² ; en effet, seuls 29 % de ces pays ont atteint la parité des sexes dans l'éducation dans l'enseignement secondaire supérieur¹³. En Afrique et en Asie du Sud, les garçons sont 1,55 fois plus susceptibles de terminer leur scolarité secondaire que les filles, soulignant ainsi le manque de parité entre les sexes au niveau de l'éducation au-delà du primaire¹⁴. Les taux d'alphabétisation demeurent inchangés depuis près de deux décennies, une donnée que vient confirmer le fait que les deux tiers des personnes analphabètes âgées de plus de 15 ans sont des femmes¹⁵. L'inscription joue également un grand rôle au sein des disparités entre les sexes à l'école secondaire : lorsque le taux national d'inscription au niveau secondaire est faible, les filles en sont effectivement davantage exclues que les garçons¹⁶. Lorsque ce même taux est élevé, ce sont les garçons qui sont désavantagés, bien que ceci soit généralement davantage dû à un taux de décrochage scolaire élevé parmi les garçons qu'à un taux supérieur d'inscription des filles en école secondaire supérieure¹⁷. Pour être en mesure de jouir de leurs droits, de réaliser leur plein potentiel, de pénétrer de manière satisfaisante le marché de l'emploi et de devenir des leaders de leurs communautés, les femmes doivent absolument avoir un accès égal à une éducation secondaire et supérieur de qualité. Dans les pays en développement en particulier, l'éducation secondaire des filles permet des retours bien plus élevés que leur scolarisation primaire¹⁸. Du fait de la discrimination durable à l'égard des femmes sur le marché



Garantir une éducation équitable et qualitative à tous les niveaux est en lien avec la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable (ODD), dont les suivants :

ODD 1 : Éliminer toutes les formes de pauvreté dans le monde entier

- **1.1** D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour)
- **1.2** D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays

ODD 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

- **4.1** D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile
- **4.2** D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire
- **4.3** D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable
- **4.4** D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



du travail, il est important que les filles et les femmes puissent bénéficier d'opportunités de formation, dont un enseignement professionnel, afin d'acquérir des compétences utiles et d'être compétitives¹⁹.

Alors que les pays et la communauté du développement adoptent les nouveaux objectifs de développement durable, l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité et à des opportunités de formation pour les filles et les femmes doit être placée en tête des actions du mouvement vers une égalité des sexes et, de ce fait, vers un progrès économique et social.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

Garantir une éducation de qualité, assurer la scolarisation des filles et des femmes et promouvoir des occasions d'apprendre tout au long de la vie pour toutes les filles et les femmes ne sont possibles que si certains efforts sont intensifiés, et notamment :

- promouvoir une budgétisation et une planification sensibles au genre, et réduire, voire supprimer, les coûts de scolarisation qu'assument les familles et les communautés, aux trois niveaux primaire, secondaire et supérieur de l'enseignement ;
- assurer un accès aux établissements scolaires pour les communautés reculées, grâce à une amélioration des transports et des infrastructures ;
- multiplier les initiatives éducatives qui mettent l'accent sur les enfants non scolarisé-e-s, y compris celles et ceux en situation de handicap et affecté-e-s par des catastrophes humanitaires ;
- améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles ;
- créer des environnements scolaires sûrs, favorables et sensibles à l'égalité des sexes ; et
- impliquer les communautés pour renforcer le soutien à la scolarisation des filles.

Promouvoir une budgétisation et une planification sensibles au genre, et réduire, voire supprimer, les coûts de scolarisation qu'assument les familles et les communautés, aux trois niveaux primaire, secondaire et supérieur de l'enseignement

Les frais de scolarité demeurent un obstacle à la fréquentation de l'école, et particulièrement au niveau secondaire pour les filles issues de familles pauvres. La budgétisation sensible au genre (BSG), ainsi que la planification, sont un outil efficace pour lutter contre les inégalités de genre en éducation à l'échelle mondiale : la perspective de genre est ainsi incluse dans tous les aspects de la prise de décisions relatives à l'utilisation qui est faite des financements, dans l'objectif de respecter les engagements. En Corée, par exemple, l'Assemblée nationale a officiellement adopté, en 2006, la budgétisation sensible au genre, suite aux efforts de pression exercés à cette fin par des organisations de femmes. Grâce à l'adoption de cette mesure, des projets de budgets sensibles au genre ont été préparés par 23 ministères, dont celui de l'Éducation²⁰

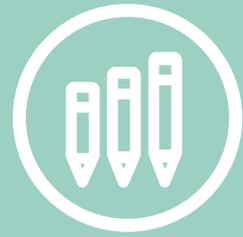
Les aides financières accordées ont également permis de stimuler les inscriptions des filles à l'école. Au Cambodge, c'est l'octroi de bourses à des filles à la fin de la sixième année d'école qui a permis d'augmenter de 30 % leur fréquentation des établissements secondaires²¹. Les incitations financières en espèces ne peuvent cependant, à elles seules, entraîner des changements durables et significatifs si les valeurs sous-jacentes à ces situations ne sont pas abordées. Il a été démontré que les parents sont plus enclins à investir dans l'éducation de leurs filles lorsque les opportunités économiques conséquentes à ce choix sont clairement établies²². Les gouvernements et les ONG devraient collaborer afin d'apporter un soutien monétaire et sensibiliser les communautés aux avantages qui résident dans la scolarisation des filles. Une meilleure santé des filles et des femmes et leur implication plus importante dans l'économie formelle, de meilleures rétributions ainsi qu'une plus grande autonomie dans le choix du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir comptent parmi ces avantages à la scolarisation prolongée. Elles sont également plus à même de fournir davantage d'opportunités à leurs propres enfants, telles qu'une scolarisation plus longue ; autant d'éléments qui contribuent à sortir les foyers et les communautés de la pauvreté²³.

Des écarts existent dans l'éducation au niveau mondial, avec 40 % des employeur-e-s déclarant avoir du mal à trouver des employé-e-s ayant les compétences requises²⁴. Ces écarts semblent être amenés à s'aggraver : d'ici 2030 en effet, seul-e-s 4 jeunes sur 10 dans les pays à revenu faible à intermédiaire seront sur la voie d'acquérir les compétences d'une éducation secondaire de base²⁵. L'Afrique devrait compter un milliard de jeunes d'ici 2050, une donnée qui vient souligner l'importance cruciale de combler cet écart dans les compétences en améliorant l'accès à l'éducation dans les pays à revenu faible à intermédiaire²⁶. Bien heureusement, des études démontrent que l'investissement dans l'éducation porte ses fruits. Chaque dollar investi dans une année supplémentaire de scolarisation rapporte

10 dollars dans les pays à faible revenu et 4 dollars dans les pays à revenu intermédiaire²⁷.

Étude de cas : le plan de budgétisation sensible au genre réussi du Maroc

En janvier 2014, le Maroc a adopté une nouvelle loi des finances qui inscrit les besoins des filles et des femmes en son centre et se penche sur la manière dont les dépenses du gouvernement impactent les priorités



techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat

- **4.5** D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle
- **4.6** D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter
- **4.7** D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
- **4.a** Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.1** Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles
- **5.2** Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et



données au genre. Cette loi garantit, en outre, l'intégration de l'égalité des sexes dans l'ensemble du processus de budgétisation, et notamment dans la définition des objectifs, résultats et indicateurs de performance des différents postes budgétaires. Le Maroc publie également un « Rapport sur le genre » dans lequel sont désagregés par sexe les travaux menés par chaque secteur ; constituant ainsi un outil amélioré de redevabilité et de supervision. En 2012, 27 ministères contribuaient au rapport, représentant plus de 80 % du budget global de l'État. Le Département de l'Alphabétisation s'appuie ainsi sur ces rapports pour mettre à profit la planification budgétaire de ses programmes sur la base des besoins des femmes, qui composent près de 85 % des bénéficiaires des programmes nationaux d'alphabétisation. La nouvelle Constitution dont le Maroc s'est doté en 2011 reflète également ces efforts par la promotion de l'égalité entre les sexes et l'addition de l'Article 19 qui intègre l'égalité des sexes dans les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux²⁸

Assurer un accès aux établissements scolaires pour les communautés reculées, grâce à une amélioration des transports et des infrastructures

Il a été démontré que les longues distances séparant le domicile de l'établissement scolaire sont un obstacle considérable pour la fréquentation des filles²⁹. Dans de nombreux endroits du monde, multiplier les lieux d'enseignement ou fournir des transports permettant aux filles de se rendre à l'école sont l'unique moyen de garantir qu'elles soient scolarisées. L'accès des enfants qui vivent loin des écoles doit faire l'objet d'un financement ad hoc³⁰. Les infrastructures et les transports doivent, de plus, être en mesure d'assurer le maintien des enfants à l'école lors des conflits et crises humanitaires³¹.

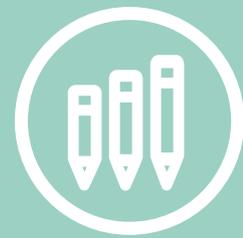
Étude de cas : le programme d'éducation communautaire en situation d'urgence – Afghanistan

Du fait de l'instabilité politique dans le pays, de nombreux enfants ne sont pas en mesure d'aller à l'école en Afghanistan, et les normes culturelles qui interdisent aux filles de se déplacer seules entraînent des taux de scolarisation des filles bien inférieurs à ceux des garçons, du fait de l'éloignement des établissements scolaires. Mais dans le nord-ouest du pays, le programme du Partenariat pour l'avancement de l'éducation communautaire en Afghanistan (PACE-A), une initiative conjointe de l'agence d'aide américaine USAID et du ministère afghan de l'Éducation, a permis de réduire cet écart entre les sexes dans les communautés reculées. Dans le cadre de cette intervention, les communautés fournissaient le lieu d'enseignement alors que les partenaires du programme apportaient les supports pédagogiques et assuraient la formation des enseignant-e-s. Selon une étude randomisée de 2013 dans 31 écoles du PACE-A, comprenant 1 490 enfants, l'initiative a permis d'augmenter la scolarisation des filles de 52 %³².

Multiplier les initiatives éducatives qui mettent l'accent sur les enfants non scolarisé-e-s, y compris celles et ceux en situation de handicap et affecté-e-s par des catastrophes humanitaires

Près de 535 millions d'enfants vivent dans des pays touchés par des conflits ou des crises qui compromettent leur accès à l'éducation^{33,34}. Et bien que les pays touchés par des crises ne comprennent que 20 % des enfants du monde en âge d'être scolarisé-e-s en école primaire, ces enfants représentent 50 % de la population mondiale en âge d'être scolarisée en école primaire qui ne l'est pas³⁵. Le nombre total d'enfants et d'adolescent-e-s déscolarisé-e-s est estimé à 121 millions³⁶. Non seulement l'accès à l'école est-il essentiel à l'apprentissage, mais il procure en outre aux enfants un environnement à la fois protecteur et normalisant lorsque des catastrophes se déclarent. Les enfants, et les filles plus particulièrement, risquent davantage de subir des abus suite à une situation d'urgence³⁷. Les crises qui se prolongent devenant la norme, les systèmes d'éducation se doivent d'intégrer la réduction des risques de catastrophe et la planification des interventions dans leurs stratégies, de manière à garantir que les besoins des personnes déplacées internes et des réfugié-e-s soient pris en compte lors de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Reconnaisant le droit à l'éducation comme un droit de la personne, la Déclaration sur la sécurité dans les écoles exhorte les pays à assurer la continuité de l'éducation lors des situations de conflits et à élaborer des approches pédagogiques prenant en compte les conflits dans les programmes humanitaires et de développement³⁸.

Dans les pays en développement, 90 % des enfants en situation de handicap ne sont pas scolarisé-e-s³⁹. Du fait d'infrastructures défaillantes et de ressources insuffisantes pour répondre à leurs besoins, les enfants en situation de handicap font face à une myriade d'obstacles, tels que des systèmes de transports ne prenant pas leurs besoins en compte et l'absence de modalités d'apprentissage spécialisé. Lorsque les filles souffrent d'un accès restreint à l'école sur le seul motif de leur sexe, les filles en situation de handicap sont doublement impactées. La Convention relative aux droits des personnes handicapées rappelle le droit à une éducation inclusive pour tous les enfants en situation de handicap, tout comme elle reconnaît l'importance de la coopération internationale dans le soutien des gouvernements nationaux visant à atteindre cet objectif⁴⁰. À cette fin, les gouvernements doivent : 1) impliquer les populations en situation de handicap (dont les enfants et les adolescent-e-s) dans la planification et la supervision ; 2) exiger un standard minimum d'accessibilité à l'école pour les enfants en situation de handicap ; 3) investir dans la formation des enseignant-e-s afin d'assurer un enseignement inclusif ; 4) créer des supports pédagogiques inclusifs ; et 5) collecter des données en vue de soutenir les politiques et la pratique, compiler des données probantes et superviser les avancées⁴¹.



l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation

- **5.3** Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine
- **5.5** Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
- **5.6** Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et reproductive et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de reproduction, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux des conférences d'examen qui ont suivi
- **5.c** Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent

ODD 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

- **6.2** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable



Étude de cas : l'amélioration de l'accès à l'éducation des enfants déscolarisé-e-s au Soudan

Du fait, en grande partie, d'une histoire politique turbulente alliant conflits et pauvreté, le Soudan enregistre le taux le plus élevé d'enfants déscolarisé-e-s du Moyen-Orient⁴². Près de 3 millions d'enfants soudanais-e-s ne bénéficient en effet pas de l'enseignement de base. Le projet d'amélioration de l'accès à l'éducation financé par l'UNICEF pour les enfants déscolarisé-e-s du Soudan apporte un soutien direct à 600 000 enfants déscolarisé-e-s ou qui risquent de l'être⁴³. Ce projet vise les populations vulnérables, que sont notamment les filles, les groupes nomades, les enfants ayant des besoins spécifiques et les enfants touché-e-s par la pauvreté et le conflit. Par le biais de son approche à trois volets, le projet encourage les enfants de six à neuf ans à s'inscrire directement dans le système d'éducation formel et offre un cursus d'apprentissage alternatif pour les enfants plus âgé-e-s, il réhabilite les salles de classe de manière à intégrer des installations WASH, et fournit des supports pédagogiques et d'apprentissage^{44,45}.

Étude de cas : un soutien spécialisé par des enseignant-e-s nomades en Ouganda

Il est essentiel que l'inclusion de toutes et tous soit modérée pour que les enfants en situation de handicap exercent leur droit à une éducation de qualité. Pour que les salles de classe soient plus accessibles aux enfants en situation de handicap en Ouganda, l'organisation à but non lucratif Sightsavers forme des enseignant-e-s qui voyagent dans l'ensemble du pays pour aider les enfants en situation de handicap à s'insérer dans un environnement scolaire. Les enseignant-e-s nomades soutiennent les salles de classe inclusives de diverses manières. Elles et ils trouvent, par exemple, des enfants en situation de handicap déscolarisé-e-s et œuvrent avec les familles et les communautés pour s'assurer qu'une place leur soit trouvée à l'école. Les enseignant-e-s rendent également visite aux enfants à la maison pour les préparer à entrer à l'école, en leur enseignant le braille, par exemple⁴⁶.

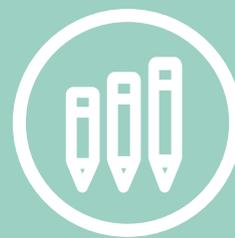
Améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles

L'absence d'installations d'eau propre, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles contribue à l'absentéisme et est une des causes du décrochage scolaire des filles, surtout en fin de cycle primaire et au cycle secondaire du fait d'un besoin non satisfait de prise en charge de l'hygiène menstruelle⁴⁷. Une récente enquête de l'UNICEF suggère néanmoins que moins de la moitié de l'ensemble des écoles primaires des pays en développement comptent des installations WASH sur site⁴⁸. Améliorer l'accès à des installations WASH contribue non seulement à réduire l'absentéisme, mais peut également participer de la réduction de l'incidence et de la gravité des maladies parmi les élèves⁴⁹. Les campagnes de lavage des mains menées dans les écoles permettent aussi de réduire les maladies et l'absentéisme, en insistant sur le rôle que l'éducation à l'hygiène peut jouer dans la préservation de la santé des enfants⁵⁰. De plus, il est essentiel que les filles aient accès à des installations d'eau et d'assainissement, ainsi qu'à des produits et des informations sur l'hygiène menstruelle, afin d'être en mesure de prendre en charge leurs menstruations en toute confidentialité et en respectant les mesures d'hygiène nécessaires. En l'absence de telles installations, les adolescentes manquent souvent l'école pendant leurs menstruations, ou décrochent complètement⁵¹. Par exemple, 95 % des filles au Ghana ont remarqué qu'elles rataient parfois l'école à cause de leurs règles⁵². Garantir que les écoles disposent d'installations d'eau et d'assainissement sûres est un moyen éprouvé de créer un environnement scolaire sain et de permettre aux adolescentes une prise en charge confidentielle de leur santé menstruelle⁵³.

Étude de cas : WASH dans les écoles permet d'avoir des enfants plus sain-e-s et des établissements plus salubres

Les conditions de scolarisation peuvent avoir des effets marquants sur la santé et le bien-être des enfants en âge d'être scolarisé-e-s. Depuis plusieurs années, le partenariat mondial WASH dans les écoles promeut la fourniture d'eau potable, d'installations sanitaires améliorées et d'une éducation à l'hygiène permettant la mise en place d'habitudes de vie saines⁵⁴. WASH dans les écoles est important pour les adolescentes qui manquent souvent les cours parce que les conditions matérielles compliquent la prise en charge de leur hygiène menstruelle, et ces absences à répétition portent préjudice à leurs progrès scolaires⁵⁵. Des études supplémentaires sont nécessaires pour estimer les avantages supplémentaires d'un accès élargi à l'eau et l'assainissement sur l'absentéisme des filles, mais il est évident que la capacité à prendre en charge ses menstruations en toute sécurité et confidentialité permet de grandement améliorer leur qualité de vie et confiance en elles⁵⁶. Une récente étude qualitative menée par l'UNICEF au cours du grand carnaval WASH Yatra en Inde, dans la province de Maharashtra, a permis de relever plusieurs approches ayant réussi à rompre le silence et les tabous qui entourent les menstruations, la prise en charge de l'hygiène et des solutions sans danger de réutilisation ou d'élimination des déchets de produits menstruels – dont des séances en petits groupes, des collectes de données et des supports visuels⁵⁷.

De plus, les interventions sanitaires dans les écoles devraient être considérées comme un moyen d'améliorer la santé communautaire, tout en ayant un impact positif sur l'éducation. Si les écoles, par exemple, pouvaient fournir des informations sur la santé, les vaccins et des programmes relatifs au bien-être, à la nutrition, aux compétences essentielles et à l'éducation physique, ainsi qu'une éducation complète à la sexualité en fonction des âges, la santé des élèves s'en ressentirait et les personnes, comme les communautés, en profiteraient⁵⁸. Dans ce même ordre d'idée, l'éducation visant à modifier les normes de genre préjudiciables peut être un outil puissant d'amélioration de l'égalité entre les sexes et de construction d'un monde plus juste pour tout le monde⁵⁹.



ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

- **8.5** D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale
- **8.6** D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation
- **8.b** D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.1** D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable
- **10.2** D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre
- **10.3** Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



Étude de cas : Sightsavers fournit des vermifuges et des lunettes dans les écoles

Soutenue par le Partenariat mondial pour l'éducation et en partenariat avec la Banque mondiale et le Partenariat pour le développement de l'enfant, Sightsavers apporte son soutien aux gouvernements de pays d'Afrique et d'Asie en vue du renforcement de leurs programmes de santé et de nutrition à l'école⁶⁰. Les enfants des pays à faible revenu manquent des millions de jours d'école chaque année du fait de problèmes sanitaires courants, tels que l'alimentation insuffisante, les vers, les déficiences visuelles et d'autres handicaps⁶¹. En intégrant de simples interventions de santé dans les écoles, ces pays peuvent réduire les taux d'absentéisme et de décrochage scolaire, améliorant ainsi les capacités des enfants à apprendre⁶². La première session de ce programme consistera à distribuer des vermifuges et des lunettes pour les enfants qui en ont besoin au Cambodge, en Éthiopie, au Sénégal et au Ghana – fournissant ainsi aux élèves désavantagé-e-s et marginalisé-e-s une même chance d'apprendre⁶³.

Créer des environnements scolaires sûrs, favorables et sensibles à l'égalité des sexes

Les programmes qui forment les enseignant-e-s à la pédagogie sensible au genre et favorisent les attitudes de tolérance et d'inclusion ont le potentiel d'améliorer l'expérience éducationnelle des filles et des enfants de genre divers⁶⁴. Par exemple, un groupe d'enseignant-e-s en Ouganda a reçu une formation sur l'égalité de genre a appris que, contrairement aux idées reçues, les filles et les garçons ont les mêmes aptitudes en mathématiques et en science. Grâce à cette formation, les enseignant-e-s ont été plus à même d'insister sur cette notion auprès de leurs élèves filles et garçons, et ont vu une augmentation des notes des filles dans ces deux matières⁶⁵. Les manuels et autres supports pédagogiques devraient également refléter cette égalité entre les sexes et présenter des modèles féminins positifs afin de ne plus véhiculer de stéréotypes genrés⁶⁶. Il a également été démontré que l'augmentation du recrutement et de la rétention d'enseignantes peut impacter positivement l'expérience des filles à l'école^{67,68}. Les filles et les jeunes de genre divers devraient être intégré-e-s dans les programmes scolaires officiels et les activités extra-scolaires, telles que l'éducation physique et les équipes sportives. Non seulement l'exercice physique est-il essentiel pour mener une vie saine, mais il contribue à l'acquisition des compétences de base dont les filles ont besoin pour mener des vies saines et gagner en confiance en elles⁶⁹. Les études sur le sport, le genre et le développement ont démontré que le sport peut profiter aux filles et aux femmes de diverses manières : en promouvant l'estime de soi et l'autonomisation, en favorisant l'inclusion et l'intégration sociale, en modifiant les normes de genre et en traçant la voie du leadership et de la réussite⁷⁰.

Lorsqu'elles et ils sont à l'école, ainsi que lors de leurs déplacements entre leur domicile et les établissements scolaires, les filles, les enfants transgenres et autres jeunes marginalisé-e-s devraient être protégé-e-s contre les violences basées sur le genre. La violence basée sur le genre à l'école (VBGE) concerne des millions d'enfants et d'adolescent-e-s de par le monde. Des études indiquent que des interventions telles que l'implication de filles dans le sport, la mise en place de clubs de filles dirigés par des mentors féminines formées, l'inclusion de garçons dans les programmes d'éducation et de proximité peuvent modifier les normes sociales négatives qui nuisent aux droits des filles à l'école^{71,72}. Le soutien des parents et de la communauté devrait être partie prenante des interventions centrées sur la violence basée sur le genre à l'école⁷³. Des programmes scolaires d'éducation complète à la sexualité incluant les compétences de base peuvent également jouer un rôle dans la modification des rôles attribués aux genres. Intégrer l'éducation à la sexualité dans l'enseignement relatif aux aspects culturels de l'inégalité entre les sexes peut renforcer les connaissances, la confiance et les compétences essentielles des élèves et tracer la voie vers une société plus équitable⁷⁴. Les résultats de recherches suggèrent que l'éducation à la sexualité peut autonomiser les femmes de manière plus efficace lorsque celle-ci est combinée à une formation leur permettant d'acquérir des compétences concrètes afin de s'insérer sur le marché du travail⁷⁵. Dotées de connaissances relatives aux comportements sexuels sains, mais aussi aux comportements dangereux, et encouragées par des opportunités d'emploi, les femmes sont largement moins enclines à adopter des comportements sexuels dangereux et plus susceptibles de rechercher des opportunités d'emploi productives⁷⁶.

Étude de cas : l'intervention pédagogique sensible au genre du FAWÉ

Le Forum des éducatrices africaines (FAWE), une organisation non gouvernementale pan-africaine, met en œuvre une intervention de pédagogie sensible au genre (PSG) depuis 2005⁷⁷. Ce modèle d'intervention vise à créer un environnement d'enseignement sensible au genre encourageant une participation égale des filles et des garçons dans la classe⁷⁸. Ce modèle est constitué de trois éléments principaux, que sont : 1) l'évaluation de la dimension de genre et l'analyse des politiques dans les institutions et pays cible ; 2) la formation des enseignant-e-s centrée sur leurs connaissances, attitudes et compétences pratiques ; et 3) la formation de l'équipe de direction des écoles⁷⁹. De nombreux-tes enseignant-e-s n'avaient pas conscience de l'influence de leurs attitudes et langage négatifs sur les élèves, et particulièrement les filles⁸⁰. Au Malawi et en Éthiopie, deux pays dont les ministères de l'Éducation ont totalement adopté le modèle de PSG, les filles et les garçons ont commencé à se soutenir mutuellement plutôt que d'être en concurrence dans la classe, et les apprentissages se sont améliorés⁸¹.

Impliquer les communautés pour renforcer le soutien à la scolarisation des filles

Il est essentiel que les communautés soient impliquées et deviennent des agents de changement en faveur de l'égalité entre les sexes en éducation pour que les filles aient réellement de meilleures opportunités d'apprendre. En effet, même les plus progressives des politiques visant à améliorer l'éducation des filles peuvent échouer si elles ne bénéficient pas du soutien de la communauté dans laquelle elles sont mises en œuvre. Au Malawi en 1993, par exemple, une politique de réadmission visant à permettre aux mères en âge d'être scolarisées de retourner à l'école après un accouchement a été mise en place, afin de contrer une précédente politique le leur interdisant⁸². En 2016, cette politique n'est cependant toujours pas en application dans de nombreuses communautés du pays⁸³ : un cinquième des filles que cette politique cherchait à soutenir font face à la pression de leurs communautés qui les incitent à assumer leur rôle de mère et de femme, plutôt que de regagner les bancs de l'école⁸⁴. De même, les environnements scolaires ne sont pas toujours accueillants envers les jeunes mères : les mères en âge d'être scolarisées sont en effet souvent victimes de discrimination de la part de leurs pair-e-s et des enseignant-e-s⁸⁵. Si les communautés ne s'approprient pas cette politique de réadmission, celle-ci n'a que peu de chance de porter ses fruits.

Les modifications des politiques doivent être accompagnées d'efforts élargis de généralisation de l'égalité entre les sexes dans les communautés. Ces dernières doivent être sensibilisées aux questions de genre et les organisations de la société civile doivent contribuer à promouvoir la tolérance⁸⁶. Ces groupes communautaires peuvent jouer un rôle important en proposant des opportunités de formation et de professionnalisation qui rassemblent les hommes et les femmes⁸⁷. En impliquant les leaders traditionnels et les forums villageois, et en créant des partenariats, les membres des communautés peuvent devenir des catalyseurs de changement culturel⁸⁸. Les communautés doivent pouvoir appréhender les impacts élargis des modifications des politiques, telles que les conséquences de l'éducation des filles sur la nutrition : les mères éduquées sont davantage susceptibles de s'assurer que leurs enfants sont bien nourri-e-s et ont généralement plus de pouvoir au sein du foyer en termes de réponse aux besoins nutritionnels des enfants⁸⁹. Lorsque des communautés entières sont impliquées dans les changements politiques et se sont engagées à voir les impacts de ces changements, les leaders communautaires peuvent alors être tenus pour responsables d'un manquement de mise en œuvre⁹⁰.

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT



Le pouvoir de transformation de l'éducation des filles et des femmes sur une société tout entière est indéniable. C'est donc un investissement rentable. Les études indiquent qu'une année supplémentaire de scolarisation des filles entraîne une réduction de 6,5 à 9,9 % de la mortalité infantile dans les pays à revenu faible à intermédiaire⁹¹. Et si la multiplication des opportunités éducatives des filles est associée à plus de la moitié de la réduction de la mortalité infantile au cours des 40 dernières années⁹², la Commission de l'éducation estime que l'éducation des filles peut être considérée avoir évité plus de 30 millions de décès d'enfants de moins de 5 ans et de 100 millions d'adultes au cours de cette même période⁹³. De plus, les femmes ayant suivi une scolarité plus longue ont moins d'enfants non désirés, sont moins susceptibles de se marier tôt et sont plus à même de contribuer à la croissance économique nationale⁹⁴. Il est également avéré que l'éducation des femmes contribue à rompre les cycles de pauvreté intergénérationnelle⁹⁵. Chaque année d'étude supplémentaire pour une fille augmente ses revenus ultérieurs de 10 à 20 %⁹⁶. Et chaque année d'étude supplémentaire par enfant augmente le PIB national moyen de 0,37 %⁹⁷.

Les données probantes confirment de manière répétée le fort retour sur investissement de l'éducation des filles, et le lien établi avec la réalisation de l'égalité entre les sexes. Par exemple, une intervention de transferts monétaires au Malawi a augmenté de 10 % en une année la probabilité pour les filles de rester à l'école, pour un coût d'environ 5 dollars par mois et par foyer⁹⁸. Un programme de mise à disposition de vélos en Inde ayant coûté 1 dollar par bénéficiaire a permis d'augmenter de 30 % les inscriptions des filles à l'école secondaire⁹⁹. Et une intervention mêlant l'éducation sexuelle et la formation professionnelle a permis d'augmenter de 50 % l'utilisation du préservatif et de 35 % l'implication des filles et des femmes dans l'économie formelle ; pour un coût de 28 dollars par fille la première année, puis 18 dollars la deuxième année¹⁰⁰. Ces investissements contribuent à améliorer le quotidien des filles et des femmes de manière incroyablement positive. Il a également été démontré que si toutes les filles d'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud et de l'Est suivaient une scolarité secondaire, le mariage précoce chuterait de 64 %¹⁰¹. Les programmes d'alphabétisation et de formation professionnelle doivent être la priorité des politiques publiques et des mises en œuvre programmatiques¹⁰². Sur l'ensemble du spectre, tout investissement dans l'éducation entraîne des répercussions positives qui permettent une amélioration de la santé, des droits et du bien-être des filles et des femmes, tout en contribuant à développer les opportunités économiques aux niveaux des personnes, des communautés et des pays.

SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

Afin de parvenir à une égalité entre les sexes aux niveaux primaire, secondaire et supérieur de l'enseignement, les gouvernements doivent investir dans les mesures d'équité visant à supprimer l'inégalité entre les sexes et garantir une éducation de qualité à tout le monde, à tous les niveaux de la scolarité. Les parties prenantes des communautés doivent être consultées et incluses dans le processus de planification d'une éducation sensible au genre, afin qu'elles s'approprient ce processus et que sa pérennité soit assurée¹⁰³. Les donateurs peuvent également intervenir, en décidant d'investir dans l'infrastructure et les programmes nécessaires à un élargissement de l'accès des filles et des femmes à tous les niveaux de l'éducation et en renforçant le soutien à des programmes éprouvés, abordables et généralisables visant à augmenter les chances des filles de rester à l'école et d'y exceller. Enfin, les groupes de la société civile et les organisations ont un important rôle à jouer en prônant la parité dans l'éducation, encourageant les responsables juridiques à promulguer des lois qui soutiennent la parité dans l'éducation au profit des filles et des femmes, et en créant des environnements d'apprentissage dans les classes, et en dehors, où les filles peuvent s'épanouir.

Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, les Nations unies et le secteur privé – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Élaborer et faire appliquer des législations, politiques et budgets qui promeuvent l'égal accès aux systèmes d'éducation et à la parité entre les sexes à tous les niveaux, y compris en formation professionnelle.
(Concerne avant tout : les gouvernements et la société civile)
- Réduire ou éliminer le coût de la scolarisation qu'assument les familles et les communautés à tous les niveaux de l'instruction.
(Concerne avant tout : les gouvernements)
- Œuvrer avec les parents, les groupes religieux et les communautés à la sensibilisation de l'importance de l'instruction des filles.
(Concerne avant tout : la société civile et les gouvernements)
- Garantir une éducation sensible au genre pour tout le monde – par le biais de programmes scolaires, de transports sûrs, d'environnements scolaires sûrs et d'infrastructures d'accès à l'eau et à l'assainissement adéquates, telles que les installations et les produits de prise en charge de l'hygiène menstruelle.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Investir dans l'éducation et les occasions de renforcer les compétences des filles et des femmes dans les contextes humanitaires et de catastrophe.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le monde universitaire)
- Généraliser les initiatives éducatives qui mettent l'accent sur les enfants non scolarisé-e-s, y compris celles et ceux en situation de handicap et affecté-e-s par des catastrophes.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les Nations unies et le secteur privé)
- Investir dans des programmes permettant aux filles et aux femmes d'acquérir des compétences commercialisables par le biais de stages, apprentissages, programmes de mentorat, et de formations.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, et le secteur privé)
- Élargir les programmes de sport dans les contextes pédagogiques formels et informels, en tant que modalité d'enseignement aux filles de compétences fondamentales essentielles, d'amélioration de l'estime de soi et de promotion de l'égalité entre les sexes.
(Concerne avant tout : la société civile et les gouvernements)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Ania Chaluda, FHI 360

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Juliana Bennington, Louise Banham, GPE ; Nora Fyles, GPE ; Sujata Bordoloi, équipe de travail du GRC4-AOC



sur l'égalité des genres et éducation inclusive, Women Deliver ; Mary Crippen, Women Deliver ; Maria DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Katja Iversen, Women Deliver ; Jessica Malter, Women Deliver ; Susan Papp, Women Deliver ; Natalie Poulson, Partenariat mondial pour l'éducation ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Petra ten Hoope-Bender, Women Deliver ; Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décisions, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ **Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.**

NOTES DE FIN

- ¹ "Education and the Millennium Development Goals." UNESCO. n.d. Web. <<http://www.unesco.org/new/en/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/education-and-the-mdgs/>>
- ² Global Education Monitoring Report 2016: Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. UNESCO, 2016. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246045e.pdf>>.
- ³ Global Education Monitoring Report 2016: Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. UNESCO, 2016. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246045e.pdf>>.
- ⁴ Ibid.
- ⁵ Global Education Monitoring Report 2016: Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. UNESCO, 2016. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246045e.pdf>>.
- ⁶ "Barriers to Girls' Education, Strategies and Interventions." Unicef. n.d. Web. <http://www.unicef.org/teachers/girls_ed/BarrierstoGE.pdf>.
- ⁷ Ibid.
- ⁸ Odhiambo, Agnes. "Tanzania Must Lift Cruel Ban on Teen Mothers Returning to School" HRW. 2017. Web. 22 Aug 17. <<https://www.hrw.org/news/2017/07/03/tanzania-must-lift-cruel-ban-teen-mothers-returning-school>>
- ⁹ Global Education Monitoring Report 2016: Education for People and Planet: Creating Sustainable Futures for All. UNESCO, 2016. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002457/245752e.pdf>>.
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ "Barriers to Girls' Education, Strategies and Interventions." Unicef. n.d. Web. <http://www.unicef.org/teachers/girls_ed/BarrierstoGE.pdf>.
- ¹² Fiske, Edward B. "World Atlas on Gender Equality in Education." UNESCO Institute for Statistics (UIS). 2012. Web. <<http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/unesco-world-atlas-gender-education-2012.pdf>>.
- ¹³ "Gender and the EFA 2000-2015: Achievements and Challenges." United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. 2015. Web. 23 Mar. 2016. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002348/234809E.pdf>>.
- ¹⁴ "Ending Poverty and Sharing Prosperity." Global Monitoring Report 2014/2015. Washington: World Bank Group and the International Monetary Fund, 2015. Web. 8 Apr. 2016. <<http://www.compassion.com/multimedia/ending-poverty-sharing-prosperity-world-bank.pdf>>.
- ¹⁵ "The World's Women 2015: Trends and Statistics." United Nations Statistics Division. 2015. Web. <<http://unstats.un.org/unsd/gender/chapter3/chapter3.html>>.
- ¹⁶ Global Education Monitoring Report 2016: Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. UNESCO, 2016. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246045e.pdf>>.
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ "Accelerating Secondary Education for Girls: Focusing on Access and Retention." Discussion Paper. New York: UNGEI, 2014. Web. 25 Mar. 2016. <<http://www.ungei.org/resources/files/2014-04-GPE-UNGEI-Accelerating-Secondary-Education-Girls.pdf>>.
- ¹⁹ "Gender at Work: A Companion to the World Development Report on Jobs." The World Bank. 2013. Web. <<http://documents.worldbank.org/curated/en/88413146832686103/pdf/892730WP0Box3800report0Feb-02002014.pdf>>
- ²⁰ "Gender Responsive Budgeting in Education - Advocacy Brief." UNESCO, UNESCO Asia and Pacific Regional Bureau for Education, 2010, <unesdoc.unesco.org/images/0018/001894/189456e.pdf>.
- ²¹ Filmer, Deon and Norbert Shady. "Getting Girls into School: Evidence from a Scholarship Program in Cambodia." World Bank. 2008. Web. <<http://siteresources.worldbank.org/INTPUBSERV/Resources/477250-1186007634742/Filmer&SchadyGettingGirlsSchool.pdf>>.
- ²² Jensen, Robert. "Do Labor Market Opportunities Affect Young Women's Work and Family Decisions? Experimental Evidence from India." The Quarterly Journal of Economics. Volume 127. 3 March 2012. Web. <<http://qje.oxfordjournals.org/content/127/2/753.abstract>>.
- ²³ "Girls' Education." The World Bank. 3 Dec 2015. Web. <<http://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/girls-education>>.
- ²⁴ The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World. The International Commission on Financing Global Education Opportunity, 2016. Web. <<http://report.educationcommission.org/downloads/>>.
- ²⁵ Ibid.
- ²⁶ Ibid.
- ²⁷ Ibid.
- ²⁸ "Morocco's successful case in implementing gender responsive budgets." UNWomen, <gender-financing.unwomen.org/en/highlights/gender-responsive-budgets-case-of-morocco>. Accessed 21 Aug. 2017.
- ²⁹ "Because I'm a Girl: State of the World's Girls 2012, Learning for Life." Plan International. 2012. Web.
- ³⁰ Ibid.
- ³¹ "Global Education Monitoring Report: Gender Review" UNESCO. 2016. Web. 22 Aug 17. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246045e.pdf>>
- ³² Burde, Dana and Leigh L. Linden. "Bringing Education to Afghan Girls: A Randomized Controlled Trial of Village-Based Schools." American Economic Journal: Applied Economics 5.3(2013): 27 - 40. Web. <<http://www.povertyactionlab.org/publication/effect-village-based-schools-evidence-randomized-controlled-trial-afghanistan>>.
- ³³ "UNICEF Humanitarian Action for 2017" UNICEF. 2016. Web. 22 Aug 2017. <https://www.unicef.org/publications/files/HAC_2017_Overview_ENG.pdf>
- ³⁴ Nicolai, Susan, et al. "Education in Emergencies and Protracted Crises Toward a Strengthened Response: Background paper for the Oslo Summit on Education for Development." The Overseas Development Institute. 6 Jul. 2015. Web. <<http://www.osloeducationsummit.no/pop.cfm?FuseAction=Doc&pAction=View&pDocumentId=63312>>.
- ³⁵ "Out-Of-School Children". GPE. 2017. Web. 22 Aug 2017. <<http://www.globalpartnership.org/focus-areas/out-of-school-children>>
- ³⁶ Ibid.
- ³⁷ Ibid.
- ³⁸ Safe Schools Declaration. Human Rights Watch, 2015. Web. <http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/safe_schools_declaration-final.pdf>.
- ³⁹ "All Children in School by 2015: Global Initiative on Out-of-School Children, South Asia Regional Study Covering Bangladesh, India, Pakistan and Sri Lanka." United Nations Children's Fund. Jan. 2014. Web. <http://www.unicef.org/education/files/SouthAsia_OOSCI_Study_Executive_Summary_26Jan_14Final.pdf>.
- ⁴⁰ "Convention on the Rights of Persons with Disabilities." United Nations Department of Public Information. 2006. Web. <<http://www.un.org/disabilities/convention/conventionfull.shtml>>.
- ⁴¹ "Disabilities in Programmes - Education." UNICEF. 9 Sep. 2015. Web. <http://www.unicef.org/disabilities/index_65316.html>.
- ⁴² "Sudan: Country Report on Out-of-School Children." UNICEF. Oct. 2014. Web. <<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/150115%20MENARO%20Sudan%20Report%20English%20Preview%20%281%29.pdf>>.
- ⁴³ Ibid.
- ⁴⁴ "Improving access to education for OOSC-Sudan." Educate a Child. n.d. Web. <<http://educateachild.org/our-partners-projects/projects/improving-access-education-oosc-sudan>>.
- ⁴⁵ "Sudan: Country Report on Out-of-School Children." UNICEF. Oct. 2014. Web. <<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/150115%20MENARO%20Sudan%20Report%20>>



- English%20Preview%20%281%29.pdf>.
- 46 Lewis, Ingrid and Sunit Bagree. "Teachers for All: Inclusive Teaching for Children with Disabilities." International Disability and Development Consortium. Jul. 2013. Web. <http://www.unicef.org/disabilities/files/IDDC_Paper-Teachers_for_all.pdf>.
- 47 "WASH and Education." WASH Advocates. n.d. Web. <<http://www.washadvocates.org/learn/wash-and-education/>>.
- 48 "WASH in Schools: Call to Action." 24 May 2013. Web. 29 Mar. 2016. <http://www.unicef.org/wash/schools/washinschools_53108.html>.
- 49 Freeman, M.C., et al. "The impact of a school-based water supply and treatment, hygiene, and sanitation programme on pupil diarrhoea: a cluster-randomized trial." *Epidemiology and Infection* 142(2014):340-351. Web. <<http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=9129513&filed=SO950268813001118>>.
- 50 Talaat, Maha, et al. "Effects of Hand Hygiene Campaigns on Incidence of Laboratory-Confirmed Influenza and Absenteeism in Schoolchildren, Cairo, Egypt." *Emerging Infectious Diseases* 17.4(2011): 619-25. Web. <<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3377412/>>.
- 51 House, Sarah, et al. "Menstrual Hygiene Matters: A Resource for Improving Menstrual Hygiene around the World." WaterAid: UK Aid: Department for International Development. 2012. Web. <<http://www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=02309d73-8e41-4d04-b2ef-6641f6616a4f>>.
- 52 Ibid.
- 53 Ibid.
- 54 Sommer, Marni, et al. "WASH in Schools Empowers Girls' Education: Proceedings of the Menstrual Hygiene Management in Schools Virtual Conference 2013." UNICEF. 2013. Web. <[http://www.unicef.org/wash/schools/files/MHM_Booklet_Final_HR\(3\).pdf](http://www.unicef.org/wash/schools/files/MHM_Booklet_Final_HR(3).pdf)>.
- 55 Ibid.
- 56 Ibid.
- 57 Ibid.
- 58 "Water, Sanitation and Hygiene (WASH) in Schools". UNICEF. 2012. Web. 22 Aug 2017. https://www.unicef.org/publications/files/CFS_WASH_E_web.pdf
- 59 Ibid.
- 60 "Initiative to strengthen school health launched." Sightsavers. Sightsavers, 20 June 2016. Web. <<https://www.sightsaversusa.org/initiative-to-strengthen-school-health-launched/>>.
- 61 Ibid.
- 62 Ibid.
- 63 Ibid.
- 64 "Gender Sensitivity: A Training Manual for Sensitizing Educators Mangers, Curriculum and Material Developers, and Media Professionals to Gender Concerns." UNESCO. 2004 Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001376/137604eo.pdf>>
- 65 Gender, Education and Peacebuilding A review of selected Learning for Peace case studies. UNICEF, June 2016, Web. <www.ungei.org/PeaceBuildingCaseStudies-WEBFILE.pdf>.
- 66 Sperling, Gene B., and Rebecca Winthrop. *What Works in Girls' Education: Evidence for the World's Best Investment*. Brookings Institution Press, 2016. Web. <<https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/whatworksingirlseducation1.pdf>>.
- 67 Ibid.
- 68 Engendering Transformational Change: Save the Children Gender Equality Program Guidance & Toolkit. Save the Children, 2014. Web. <https://resourcecentre.savethechildren.net/node/8503/pdf/gender_equality_program_toolkit_2014.pdf>.
- 69 Kirk, David. "Empowering Girls and Women through Physical Education and Sport - Advocacy Brief." UNESCO Bangkok. 2012. Web. <http://www.un.org/wcm/webdav/site/sport/shared/sport/pdfs/Reports/UNESCO_Advocacy_Brief_Empowering-Girls_2012_EN.pdf>.
- 70 Larkin, J., S. Razack, and F. Moole. "Gender, Sport, and Development." *Literature Reviews on Sport for Development and Peace*. Toronto: SDP IWG Secretariat, 2007. Web. <<http://iwg.sportanddev.org/data/html/itor/file/Lit.%20Reviews/literature%20review%20SDP.pdf>>.
- 71 "Sport and Gender: Empowering Girls and Women." United Nations. Web. <http://www.un.org/wcm/webdav/site/sport/shared/sport/SDP%20IWG/Chapter4_SportandGender.pdf>
- 72 Parkes, Jenny, et al. *A RIGOROUS REVIEW OF GLOBAL RESEARCH EVIDENCE ON POLICY AND PRACTICE ON SCHOOL-RELATED GENDER-BASED VIOLENCE*. UNGEI, 2016. Web. <http://www.ungei.org/srsgbv/files/SRGBV_review_FINAL_V1_web_version_2.pdf>.
- 73 "School-Related Gender-Based Violence is Preventing the Achievement of Quality Education for All: Policy Paper 17." United Nations Girls' Education Initiative. Mar. 2015. Web. <<http://www.ungei.org/resources/files/232107E.pdf>>.
- 74 *Global Guidance on Addressing School-Related Gender-Based Violence*. UNGEI, 2016. Web. <http://www.ungei.org/srsgbv/files/Global_Guidance_SRGBV.pdf>.
- 75 Bandiera, Oriana, et al. "Empowering Adolescent Girls: Evidence from a Randomized Control Trial in Uganda." World Bank. Oct. 2012. Web. <<http://econ.lse.ac.uk/staff/rburgess/wp/ELA.pdf>>.
- 76 Ibid.
- 77 Njambi Wanjama, Leah, and Felicita Wanjiru Njuguna. *CASE STUDY: Documentation of Gender Responsive Pedagogy as a Best Practice by the Forum for African Women Educationalists (FAWE)*. UNGEI, 2015. Web. <<https://www.goodpracticefund.org/documents/FAWE-UNGEI-Final.pdf>>.
- 78 Ibid.
- 79 Ibid.
- 80 Ibid.
- 81 Ibid.
- 82 Samati, Madalo. *At the Interface of Policy and Cultural Change: Engaging Communities in Support of Girls' Education in Malawi*. Center for Universal Education, 2016. Web. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/samati_girls_education.pdf>.
- 83 Ibid.
- 84 Ibid.
- 85 Ibid.
- 86 Engaging young women and men, girls and boys, to advance gender equality: Moderator's summary. Commission on the Status of Women, 29 Mar. 2012. Web. <<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw56/panels/panel5-moderators-summary.pdf>>.
- 87 Ibid.
- 88 Samati, Madalo. *At the Interface of Policy and Cultural Change: Engaging Communities in Support of Girls' Education in Malawi*. Center for Universal Education, 2016. Web. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/samati_girls_education.pdf>.
- 89 *Girls' education - the facts*. UNESCO, Oct. 2013. Web. <<http://en.unesco.org/gem-report/sites/gem-report/files/girls-factsheet-en.pdf>>.
- 90 Samati, Madalo. *At the Interface of Policy and Cultural Change: Engaging Communities in Support of Girls' Education in Malawi*. Center for Universal Education, 2016. Web. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/samati_girls_education.pdf>.
- 91 Schäferhoff, Marco. "Estimating the Costs and Benefits of Education from a Health Perspective: Background paper for the Oslo Summit on Education for Development." SEEK Development - Strategic and Organizational Consultants GmbH. 6 Jul. 2015. Web. <<http://www.osloeducationsummit.no/pop.cfm?FuseAction=Doc&pAction=View&pDocumentId=63365>>.
- 92 Gakidou, Emmanuela, et al. "Increased educational attainment and its effect on child mortality in 175 countries between 1970 and 2009: A Systematic Analysis." *Lancet* 376.9745(2010):959-974. Web. <[http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(10\)61257-3/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(10)61257-3/fulltext)>.
- 93 *The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World*. The International Commission on Financing Global Education Opportunity, 2016. Web. <<http://report.educationcommission.org/downloads/>>.
- 94 Sonfield, A, et al. "The Social and Economic Benefits of Women's Ability to Determine Whether and When to Have Children." The Guttmacher Institute. 2013. Web. <<https://www.guttmacher.org/sites/default/files/pdfs/pubs/social-economic-benefits.pdf>>
- 95 Onuzo, Uchenna, et al. "Intergenerational Equity: Understanding the Linkages between Parents and Children: A Systematic Review." UNICEF and The London School of Economics. 2013. Web. <http://www.unicef.org/socialpolicy/files/LSE_Capstone_Intergenerational_Equity.pdf>..
- 96 "Accelerating Secondary Education for Girls: Focusing on Access and Retention." Discussion Paper. New York: UNGEI, 2014. Web. 25 Mar. 2016. <<http://www.ungei.org/resources/files/2014-04-GPE-UNGEI-Accelerating-Secondary-Education-Girls.pdf>>.
- 97 "Education Counts Towards the Millennium Development Goals." UNESCO. 2010. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001902/190214e.pdf>>.
- 98 Baird, Sarah, et al. "Designing Cost-Effective Cash Transfer Programs to Boost Schooling among Young Women in Sub-Saharan Africa." World Bank. Oct. 2009. Web. <http://gps.ucsd.edu/_files/faculty/mcintosh/mcintosh_research_designing.pdf>.
- 99 Muralidharan, Karthik and Nishith Prakash. "Cycling to School: Increasing Secondary School Enrollment for Girls in India." Discussion Paper No. 7585. IZA. Aug. 2013. Web. <<http://www.nber.org/papers/w19305.pdf>>.
- 100 Bandiera, Oriana, et al. "Empowering Adolescent Girls: Evidence from a Randomized Control Trial in Uganda." World Bank. Oct. 2012. Web. <<http://econ.lse.ac.uk/staff/rburgess/wp/ELA.pdf>>.
- 101 "Girls' Education and Gender Equality." The United Nations Children's Fund. 23 Jul. 2015. Web. <http://www.unicef.org/education/bege_70640.html>.
- 102 Ibid.
- 103 *Guidance for Developing Gender-Responsive Education Sector Plans*. Global Partnership for Education, Jan. 2017. Web. <http://www.ungei.org/GPE_Guidance_for_Gender-Responsive_ESPs_Final.pdf>.

